

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS184/15  
20 septembre 2002

(02-5074)

Original: anglais

## ÉTATS-UNIS – MESURES ANTIDUMPING APPLIQUÉES À CERTAINS PRODUITS EN ACIER LAMINÉS À CHAUD EN PROVENANCE DU JAPON

### Rapport de situation des États-Unis

La communication ci-après, datée du 19 septembre 2002, adressée par la Mission permanente des États-Unis au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

### Rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD concernant le différend *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* (WT/DS184)

Les États-Unis soumettent le présent rapport conformément à l'article 21:6 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*.

Le 23 août 2001, l'Organe de règlement des différends (ORD) a adopté ses recommandations et décisions dans le différend *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* (WT/DS184). Le 10 septembre 2001, à la réunion suivante de l'ORD, les États-Unis ont informé celui-ci de leur intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en la matière. À ce moment, les États-Unis ont aussi indiqué à l'ORD qu'un "délai raisonnable" serait nécessaire pour achever ce processus. Le 19 février 2002, un arbitre a déterminé qu'un délai de 15 mois, c'est-à-dire allant jusqu'au 23 novembre 2002, constituait un délai raisonnable pour la mise en œuvre.

Comme les États-Unis l'ont expliqué à l'arbitre, dans le présent différend, la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD présente tant des aspects administratifs que des aspects législatifs. Le 15 août 2002, le Département du commerce des États-Unis a publié une proposition de modification du critère de la "libre concurrence" au *Federal Register*, 67 Fed. Reg. 53339, et demandé au public de présenter des observations avant le 30 août 2002, la date limite pour la présentation des observations de réfutation étant fixée au 6 septembre 2002. Le Département du commerce des États-Unis a l'intention d'appliquer tout test adopté aux produits visés par l'enquête sur laquelle porte le différend de façon à mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Le Département du commerce a aussi l'intention de mettre en œuvre à ce moment les autres recommandations et décisions de l'ORD à l'égard des sociétés interrogées dans le cadre de cette enquête. En ce qui concerne les aspects législatifs, l'Administration des États-Unis a tenu des consultations avec le Congrès au sujet des mesures législatives appropriées et continue de travailler en collaboration avec celui-ci en vue de régler le différend.